



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Secrétariat général

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION, DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET
DE L'IMMOBILIER**

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

BUREAU DES MARCHES SIC ET CONSEIL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Relatif à la refonte complète du système de gestion des empreintes
digitales (FAED).**

Le présent CCAP comporte les trois annexes suivantes :

Annexe I	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe II	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe III	Protection des données à caractère personnel

SOMMAIRE

Article I. Documents régissant l'accord-cadre7

- I.1 Forme de l'accord-cadre7
- I.2 Ordre de priorite des pieces contractuelles7
- I.3 Conditions de dérogation au ccag-tic7
- I.4 Modalités de conservation et de diffusion de l'acte d'engagement, du ccap et du cctp7
- I.1 Groupement de commandes8

Article II. Objet de l'accord-cadre9

- II.1 Contexte9
- II.2 Objet de l'accord-cadre9
- II.3 Découpage de l'accord-cadre9
- II.4 Clause de réexamen - Evolution de la gamme de services du titulaire11
- II.5 Conditions de recours au catalogue du titulaire11

Article III. Durée de l'accord-cadre12

- III.1 Durée12
- III.2 Résiliation de l'accord-cadre12
 - III.2.1 Cas de résiliation12
 - III.2.2 Décompte de résiliation12
 - III.2.3 Montant provisionnel13
- III.3 Indemnisation13

Article IV. Prix14

- IV.1 Définition des prix14
- IV.2 Forme et contenu des prix14
 - IV.2.1 Forme des prix14
 - IV.2.2 Contenu des prix15
 - IV.2.3 Redevances trimestrielles15
- IV.3 Charges fiscales16
- IV.4 Révision du prix des prestations16
 - IV.4.1 Modalités de révision16
 - IV.4.2 Règles d'arrondi16
 - IV.4.2.1 Coefficient de révision**16**
 - IV.4.2.2 Prix révisé**16**
 - IV.4.3 Modalités pratiques17
 - IV.4.4 Conditions d'application17
- IV.5 Rabais et offres promotionnelles17

Article V. Engagements et responsabilités des parties18

- V.1 Engagements et obligations des parties18

V.1.1 Engagements et obligations du titulaire18

V.1.1.1 Engagements du titulaire**18**

V.1.1.2 Obligations du titulaire**18**

V.1.2 Engagements de l'administration18

V.2 Assurance et responsabilité19

V.2.1 Assurance19

V.2.2 Responsabilité contractuelle19

V.2.3 Responsabilité de l'administration19

V.3 Force majeure19

Article VI. Modalités générales d'exécution des prestations20

VI.1 Environnement d'exécution des prestations20

VI.1.1 Communication entre les parties20

VI.1.2 Décompte des délais20

VI.1.3 Sous-traitance20

VI.1.4 Cotraitance20

VI.2 Délais et sursis d'exécution20

VI.2.1 Délais d'exécution des prestations20

VI.2.2 Prolongation des délais d'exécution des prestations21

VI.2.3 Sursis de livraison21

VI.2.4 Arrêt d'exécution d'un bon de commande21

VI.3 Conduite des prestations21

VI.3.1 Généralités21

VI.3.2 Représentants des parties21

VI.3.2.1 Représentant de l'administration**21**

VI.3.2.2 Interlocuteur du titulaire**21**

VI.3.3 Equipe de travail du titulaire22

Article VII. Modalités particulières de commande et d'exécution des prestations23

VII.1 Modalités de commande et d'exécution des prestations à l'exception des prestations de maintenance adaptative et évolutive23

VII.2 modalités et délais d'exécution des prestations23

Article VIII. Modalités particulières de commande et d'exécution des prestations de maintenance adaptative et évolutive24

VIII.1 Modalités de commande des prestations24

VIII.2 Modalités et délais d'exécution des prestations de maintenance adaptative et évolutive24

Article IX. Prise en compte de la performance énergétique, clauses d'exécution environnementales et clauses d'exécution sociales26

IX.1 Prise en compte de la performance énergétique26

IX.2 Clauses d'exécution environnementales26

IX.3 Clauses d'exécution sociales – « actions d'insertion »26

IX.4 Volumes horaires minimaux exigés26

IX.5 Présentation générale27

IX.5.1 Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre et à l'issue du parcours27

IX.5.2 Contrôle et évaluation de l'action de formation28

Article X. Vérifications – Décisions de l'Administration29

X.1 Généralités29

X.2 modalités de vérification applicables à l'ensemble des prestations à l'exception des prestations du poste 3 « développements » et des prestations de maintenance adaptative et évolutive des postes n° 4 et n° 530

X.3 Modalités de vérification applicables aux prestations du poste 3 « développements » et des prestations de maintenance adaptative et évolutive des postes n° 4 et n° 531

Article XI. Pénalités32

XI.1 Généralités32

XI.2 Modalités de calcul des pénalités pour retard des prestations à l'exception des sous postes 4.1.2 et 4.2.2 liés à la maintenance corrective34

XI.3 Modalités de calcul des pénalités pour les sous-postes 4.1.2 et 4.2.2 liés à la maintenance corrective34

XI.3.1 Anomalies bloquantes34

XI.3.2 Anomalies majeures34

XI.3.3 Anomalies mineures34

XI.4 Modalités de calcul des pénalités pour non respect de la politique de sécurité des systèmes d'information du ministère de l'intérieur35

XI.5 Modalités de calcul des pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique35

XI.6 Modalités de calcul des pénalités pour non respect de la clause environnementale36

XI.7 Modalités de calcul des pénalités pour manquement aux obligations contractuelles36

XI.8 Pénalités et cessation des relations contractuelles36

XI.8.1 Pénalités et résiliation36

XI.8.2 Pénalités et terme de l'accord-cadre36

XI.9 Pénalités et indemnités36

XI.10 Montants des pénalités37

XI.10.1 Absence de montant plancher37

XI.10.2 Montant plafond37

Article XII. Modalités de règlement38

XII.1 Avance38

XII.1.1 Versement de l'avance38

XII.1.2 Remboursement de l'avance38

XII.2	Acomptes	38
XII.3	Paielements	38
XII.4	Facturation	39
XII.4.1	Contenu des factures	39
XII.4.2	Modalités d'envoi des factures	39
XII.4.3	Comptable assignataire	40
XII.5	Délai de paiement	40
XII.5.1	Règles applicables	40
XII.5.2	Information - réclamation	41
XII.6	Monnaie	41
Article XIII. Protection des informations – Confidentialite – Mesures de securite		42
Article XIV. Droits de propriété industrielle et intellectuelle		43
XIV.1	Définitions	43
XIV.1.1	Définitions des résultats	43
XIV.1.2	Définition des connaissances antérieures	43
XIV.1.3	Définition des connaissances antérieures standards	43
XIV.2	Régimes	43
XIV.2.1	Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	43
XIV.2.2	Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures	44
XIV.2.3	Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures standards	45
XIV.2.3.1	Généralité	45
XIV.2.3.2	Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels « propriétaire » d'un autre éditeur	45
XIV.2.3.3	Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels diffusés sous un régime de « licence libre »	45
XIV.2.3.4	Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels standards (logiciels propriétaire du titulaire)	46
XIV.2.4	Régime des résultats relatifs aux logiciels spécifiques	46
XIV.2.4.1	Droits de l'administration	47
XIV.2.4.2	Finalités et besoins d'utilisation des résultats	47
XIV.2.4.3	Dispositions communes	47
XIV.2.4.4	Garanties des droits	47
XIV.2.4.5	Droits du titulaire de l'accord-cadre	47
XIV.2.5	Régime des résultats relatifs aux livrables des prestations	47
XIV.2.6	Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers	47
Article XV. Réversibilité en fin d'accord-cadre		50
Article XVI. Dispositions diverses		51

- XVI.1 Garantie51
- XVI.2 Contentieux51
- XVI.3 Differends et litiges51
- XVI.4 Utilisation de la langue française51

Article XVII. Dérogations au CCAG-TIC52

Annexe I : Protection des informations – confidentialité – mesures de sécurité53

Annexe II : Engagement de reconnaissance de responsabilité54

Annexe III : Protection des données à caractère personnel55

Article I. DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

I.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché public constitue un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum et un montant maximum de **41 666 666 € HT, soit 50 000 000€ TTC.**

I.2 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-TIC ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du titulaire.

I.3 CONDITIONS DE DEROGATION AU CCAG-TIC

Toute dérogation au CCAG-TIC qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-TIC l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

I.4 MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP

L'administration conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

L'administration conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement à la date de notification de l'accord-cadre.

I.1 GROUPEMENT DE COMMANDES

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique une convention de coordination d'achat est conclue entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Justice.

Par suite, le Ministère de l'Intérieur intervient en qualité de coordonnateur du groupement de commande constitué sur le fondement de la convention conclue.

Dans le respect des termes de ladite convention, les services bénéficiaires du présent accord-cadre sont :

Le groupement de commandes est composé des services bénéficiaires suivants :

- le Ministère de l'Intérieur (services centraux et déconcentrés),
- le Ministère de la Justice

La liste des bénéficiaires citée ci-dessus est, par principe, invariable. Cependant, en cas de restructuration organique des membres du groupement de commandes, les nouveaux services en résultant durant l'exécution de l'accord-cadre bénéficient des prestations, y compris si ces réorganisations donnent naissance par démembrement de services existants à un ou plusieurs établissements publics dépendant d'un des membres du groupement, sous réserve du régime juridique applicable à ces entités et des textes particuliers en découlant. Ces dernières évolutions sont constatées par décision administrative.

Article II. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

II.1 CONTEXTE

Les éléments de contexte sont définis à l'article I du CCTP.

II.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la refonte complète du système de gestion des empreintes digitales (FAED).

Il a notamment pour objet le remplacement de l'outil de comparaison biométrique du fichier (AFIS), dont la première mise en œuvre remonte à 2008, ainsi que la prise en compte de la réécriture de la partie de gestion des données alphanumériques, incluant les « terminaux d'enrôlement » permettant l'acquisition des empreintes par les unités sur le terrain.

Outre le fichier automatisé des empreintes digitales, le présent accord cadre concerne également la mise en place de la solution de traitement biométrique des empreintes du casier judiciaire national (CJN), ci-après dénommé ASTREA/ECRIS-TCN.

L'accord cadre met en place les moyens de suivi des réalisations, de formation des utilisateurs, ainsi que le maintien en condition opérationnelle à l'issue de la mise en production.

II.3 DECOUPAGE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est agencé comme suit :

Poste 1	Pilotage et formations
Sous-poste 1.1	Pilotage du fonctionnement courant
Sous-poste 1.2	Pilotage des développements
Sous-poste 1.3	Formations
Poste 2	Acquisition solution AFIS
Sous-poste 2.1	Dimensionnement et mise en œuvre FAED
Sous-poste 2.2	Acquisition licence FAED – primo-dimensionnement
Sous-poste 2.3	Dimensionnement et mise en œuvre CJN
Sous-poste 2.4	Acquisition licence CJN primo-dimensionnement
Sous-poste 2.5	Reprise des données et déboulonnement FAED
Sous-poste 2.6	Reprise des données et déboulonnement ASTREA / ECRIS-TCN
Poste 3	Développements

Sous-poste 3.1	Développements des besoins FAED
Sous-poste 3.2	Développement besoins CJN
Poste 4	MCO AFIS
Sous-poste 4.1	MCO AFIS part FAED
Sous-poste 4.2	MCO AFIS part ASTREA/ECRIS-TCN
Sous-poste 4.3	Augmentation capacités matcher
Poste 5	MCO applicatif
Sous-poste 5.1	MCO préventif et correctif applicatif FAED
Sous-poste 5.2	MCO préventif et correctif applicatif CJN
Sous-poste 5.3	MCO adaptatif et évolutif
Poste 6	Matériels et logiciels spécifiques
Sous-poste 6.1	Prestation d'intégration du parc existant
Sous-poste 6.2	Achat de matériels
Sous-poste 6.3	Qualification de nouveau matériel
Sous-poste 6.4	MCO matériel
Sous-poste 6.5	Achat de licences spécifiques
Poste 7	Réversibilité FAED / ASTREA
Sous-poste 7.1	Réversibilité FAED
Sous-poste 7.2	Réversibilité ASTREA/ECRIS-TCN

II.4 CLAUSE DE REEXAMEN - EVOLUTION DE LA GAMME DE SERVICES DU TITULAIRE

L'annexe II à l'acte d'engagement dresse la liste et le prix des prestations fournies par le titulaire. Elle constitue le document de référence des prestations au jour de la notification de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer la gamme de ses services ainsi définis et ce dans la stricte limite des conditions prévues au CCTP de l'accord-cadre, il communique à l'administration les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques.

Sous réserve de leur acceptation par l'administration, ces nouveaux éléments se substituent / s'ajoutent à ceux figurant en annexe II à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ou d'augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe II à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, texte modifié surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l'annexe II à l'acte d'engagement ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée par le titulaire à l'administration.

La dernière version émise se substitue à la précédente.

II.5 CONDITIONS DE RECOURS AU CATALOGUE DU TITULAIRE

Lorsque l'administration a besoin d'acquérir des équipements strictement liés à l'objet du présent accord-cadre mais ne figurant pas dans l'annexe II à l'acte d'engagement, elle peut, à titre d'achat accessoire et de manière exceptionnelle, passer commande sur la base du catalogue public du titulaire.

La valeur de la dépense globale sur la durée totale du marché est estimée à 20 833 000 € HT soit 25 000 000 € TTC. Sur la durée complète de l'accord-cadre, le montant cumulé des commandes passées sur catalogue ne peut excéder 10% du montant HT estimatif de l'accord-cadre ce qui représente 2 083 300 € H.T soit 2 500 000 €TTC.

Article III. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

III.1 DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période d'un (1) an à compter de sa date de notification reconductible tacitement trois (3) fois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'Administration informera le titulaire deux (2) mois avant la date anniversaire de reconduction de l'accord-cadre.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de huit (8) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article X du présent CCAP.

III.2 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

III.2.1 Cas de résiliation

Le présent accord-cadre peut être résilié :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 39 du CCAG-TIC, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 40 du CCAG-TIC, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 41.1 du CCAG-TIC ;
- aux torts du titulaire au titre de l'article 42 du CCAG-TIC et dans les conditions prévues aux articles 42.1 à 42.3 du CCAG-TIC ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-TIC ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 46 du CCAG-TIC.

III.2.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans les cas fixés aux articles 41.1 et 43 du CCAG-TIC donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 44.2 du CCAG-TIC.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 44.3 du CCAG-TIC.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 40 du CCAG-TIC donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 44.4 du CCAG-TIC.

III.2.3 Montant provisionnel

Conformément à l'article R. 2191-30 du code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'administration lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est créditeur au profit de l'administration, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord de l'administration.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R. 2191-44 du code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si l'administration ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

III.3 INDEMNISATION

Lorsque l'administration résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à deux pour cent (2 %) du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent accord-cadre, par dérogation à l'article 43 du CCAG-TIC.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, il est alors fait application des dispositions de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

Article IV. PRIX

IV.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent à l'annexe II à l'acte d'engagement au mois de sa signature par le titulaire.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur dans les conditions de l'article IV.3 ci-après.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision définie à l'article IV.5 du présent CCAP.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

IV.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

IV.2.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires/unitaires, fixés à l'annexe I à l'acte d'engagement comme suit :

- Les prix n° 1.1 et n° 1.2 du poste 1 « pilotage et formations » sont des prix forfaitaires trimestrielles.
- Les prix n°1.3.1 à n° 1.3.7 du sous-poste 1.3 « formations » sont des prix unitaires.
- Les prix n° 2.1.1 à n° 2.4.2 du poste 2 « Acquisition de la solution AFIS » sont des prix forfaitaires.
- Les prix n° 3.1.1 et n° 3.2.1 du poste 3 « Développements » sont des prix forfaitaires.
- Les prix n° 4.1.1, n° 4.2.1 et n°4.3.1 du poste 4 « « maintien en condition opérationnelles de l'AFIS » sont des prix forfaitaires.
- Les prix n° 4.1.2 et n° 4.2.2 du poste 4 « maintien en condition opérationnelles de l'AFIS » sont des prix forfaitaires trimestrielles.
- Les prix 4.1.3, 4.1.4, 4.2.3 et 4.2.4 du poste 4 « maintien en condition opérationnelles de l'AFIS » sont des prix forfaitaires sur unités d'œuvres.
- Les prix n° 5.1.2 et n° 5.2.2 du poste 5 « Maintien en condition opérationnelles des applicatifs » sont des prix forfaitaires trimestrielles.
- Les prix n° 5.3.1, n° 5.3.2, du poste 5 « Maintien en condition opérationnelles des applicatifs » sont des prix forfaitaires sur unités d'œuvres.
- Le prix n° 6.1 à 6.5.1 du poste 6 « Matériels et logiciels spécifiques » sont des prix unitaires.
- Le prix n° 6.5.2 du poste 6 « Matériels et logiciels spécifiques » est un prix forfaitaire.
- Les prix n° 7.1 et n° 7.2 du poste 7 « Réversibilité » sont des prix forfaitaires.

- Le prix n° 4.3.2 relatif au « licence Matcher » du sous poste n° 4.3 « augmentation de capacité matcher » est un forfait déterminé sur la base du chiffrage compris dans le dimensionnement de la prestation n° 4.3.1. La formule de chiffrage utilisée pour la prestation de dimensionnement en cours d'exécution par le titulaire sera identique à la formule utilisée par le candidat pour chiffrer les hypothèses prévues au titre de la simulation financière.

Les prestations à prix forfaitaire sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de la durée des interventions et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

IV.2.2 Contenu des prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes-rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- le coût liés aux garanties et à leurs éventuelles extensions ;
- les droits de propriétés intellectuelles.

Ces prix sont établis hors taxes et réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

IV.2.3 Redevances trimestrielles

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- sous formes de redevances trimestrielles pour les prix n° 1.1,1.2, 4.1.2 ,4.2.2, 5.1.2 et n° 5.2.2 ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de la T.V.A. est indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques de [3 mois avant le mois de remise de la dernière offre].

IV.3 CHARGES FISCALES

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations.

A la date de notification de l'accord-cadre, le taux de TVA applicable aux prestations est de 20 %.

IV.4 REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS

IV.4.1 Modalités de révision

Les prix initiaux des prestations s'appliquent pour la période courant de la date de notification de l'accord-cadre jusqu'à la première date-anniversaire de notification de l'accord-cadre correspondant à la première révision des prix.

Au-delà de cette date, les prix initiaux sont annuellement révisibles à chaque date-anniversaire de notification de l'accord-cadre selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,50 + 0,50 * (CPF 62-02 / CPF 62-02_0)]$$

Dans laquelle :

P prix révisé ;
P₀ prix initial ;
CPF 62-02 indice « Prix de production des services français aux entreprises
françaises (BtoB) – prix de marché – Services de conseil en
informatique » (référence INSEE : 010546162).

Les valeurs « 0 » des indices sont celles du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

La valeur au numérateur est la dernière publiée à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Les indices sont lus sur le site internet du Moniteur ou de l'INSEE.

IV.4.2 Règles d'arrondi

IV.4.2.1 Coefficient de révision

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

IV.4.2.2 Prix révisé

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

IV.4.3 Modalités pratiques

Le calcul de la révision des prix incombe exclusivement à l'administration qui notifie par lettre au titulaire la valeur du coefficient ainsi que la valeur et la date des indices utilisées pour son calcul.

Les prix sont révisables à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titre de laquelle a été calculé le coefficient de révision.

IV.4.4 Conditions d'application

Le prix d'une prestation objet d'un bon de commande émis au titre de l'accord-cadre est conforme aux dispositions des articles IV.4.1 à IV.4.4 ci-avant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, le prix retenu pour la facturation et le règlement d'une prestation est le prix applicable à la date de l'émission du bon de commande par l'administration.

IV.5 RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et ce tout au long de la durée du présent accord-cadre.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

L'administration se réserve le droit de vérifier, par tous moyens à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

Article V. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

V.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

V.1.1 Engagements et obligations du titulaire

V.1.1.1 Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'administration informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

V.1.1.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le ministère de l'intérieur, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

V.1.2 Engagements de l'administration

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;

- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité figurant à l'article XIII du présent document.

V.2 ASSURANCE ET RESPONSABILITE

V.2.1 Assurance

En vertu de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'administration et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'administration et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

V.2.2 Responsabilité contractuelle

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale au montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

V.2.3 Responsabilité de l'administration

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire de l'accord-cadre par l'administration, du fait de l'exécution des prestations, sont à la charge de celle-ci.

V.3 FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

Article VI. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

VI.1 ENVIRONNEMENT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

VI.1.1 Communication entre les parties

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Les décisions de l'administration qui font courir un délai sont notifiées de manière privilégiée par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise en mains propres contre récépissé à la personne habilitée à représenter le titulaire (ou son mandataire en cas de groupement).

L'administration peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

VI.1.2 Décompte des délais

Il est fait application au présent accord-cadre des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-TIC.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

VI.1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

VI.1.4 Cotraitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'administration, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

VI.2 DELAIS ET SURSIS D'EXECUTION

VI.2.1 Délais d'exécution des prestations

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

VI.2.2 Prolongation des délais d'exécution des prestations

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'administration dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

VI.2.3 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé par l'administration dans les conditions de l'article 20.4 du CCAG-TIC.

VI.2.4 Arrêt d'exécution d'un bon de commande

L'administration peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande.

Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon le modèle indiqué à l'article 44.2 du CCAG-TIC.

VI.3 CONDUITE DES PRESTATIONS

VI.3.1 Généralités

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

VI.3.2 Représentants des parties

VI.3.2.1 Représentant de l'administration

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, l'administration désigne un interlocuteur technique de l'administration (ITA) chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

L'ITA a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

VI.3.2.2 Interlocuteur du titulaire

La bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du titulaire.

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire communique à l'administration :

le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, qui pour le compte du titulaire est l'interlocuteur principal des services de l'administration.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom à l'administration, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

L'interlocuteur désigné par le titulaire, peut être remplacé par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'administration en cas de non respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'article XIV du présent CCAP ;
- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'administration.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'administration par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'administration ne le récuse pas dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception de la communication.

En cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'administration.

VI.3.3 Equipe de travail du titulaire

Le titulaire s'engage à affecter au plus tard 10 jours après la date de notification de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'administration, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au projet est fixée à quinze (15) jours calendaires.

Si l'administration juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai d'un (1) mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

Article VII. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

VII.1 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS A L'EXCEPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE EVOLUTIVE ET ADAPTATIVE

L'ensemble des prestations, à l'exception des prestations de maintenance évolutive et adaptative, donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'administration.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- la désignation de la ou des prestations concernées ;
- les phases et le détail de la ou des prestations (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le montant HT et TTC ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison ;
- toute autre information utile à la commande.

Pour la notification d'un bon de commande, l'administration peut recourir à un envoi dématérialisé dans les conditions définies à l'article XIII.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

VII.2 MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations, à l'exception des prestations de maintenance évolutive et adaptative, s'exécutent dans les conditions et délais définis dans le CCTP et son annexe intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article XII du présent CCAP.

Article VIII. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ADAPTATIVE ET EVOLUTIVE

VIII.1 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance évolutives et adaptatives commandées sur les prix n° 4.1.3, 4.1.4, 4.2.3 et n° 4.2.4 du poste 4 « maintien en condition opérationnelles de l'AFIS » et les prestations de maintenance évolutives et adaptatives commandées sur les prix n° 5.3.1, n° 5.3.2 du poste 5 « Maintien en condition opérationnelles des applicatifs » donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'administration.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- la désignation de la ou des prestations concernées ;
- les phases et le détail de la ou des prestations (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le montant HT et TTC ;
- la désignation de l'unité d'œuvre (UO) ou des UO ;
- le(s) niveau(x) de complexité ou de service associés à l'UO ou aux UO ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison ;
- toute autre information utile à la commande.

Pour la notification d'un bon de commande, l'administration peut recourir à un envoi dématérialisé dans les conditions définies à l'article XIII.4 du présent CCAP.

Pour la maintenance évolutive des applicatifs, le candidat utilisera la Formule d'Évaluations des Coûts (FEC) pour parvenir au chiffrage complet de l'évolution tel que prévu dans l'article 9.3.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

VIII.2 MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ADAPTATIVE ET EVOLUTIVE

Les prestations de maintenance adaptative et évolutive commandées sur les prix n° 4.1.3, 4.1.4, 4.2.3 et n° 4.2.4 du poste 4 « maintien en condition opérationnelle de l'AFIS » et les prestations de maintenance adaptative et évolutive commandées sur les prix n° 5.1.3, n° 5.1.4, n° 5.2.3 et n° 5.2.4 du poste 5 « Maintien en condition opérationnelles des applicatifs » s'exécutent dans les conditions et délais définis dans le CCTP et son annexe intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article XII du présent CCAP.

Article IX. PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE, CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET CLAUSES D'EXECUTION SOCIALES

IX.1 PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE

Conformément aux dispositions du 2° de l'article R. 234-1 du code de l'énergie créé par le décret n° 2016-412 du 7 avril 2016 relatif à la prise en compte de la performance énergétique dans certains contrats et marchés publics, le titulaire est tenu de ne recourir qu'à des produits à haute performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 dudit code pour l'exécution, partielle ou complète, des services résultant de l'accord-cadre. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

IX.2 CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'administration.

IX.3 CLAUSES D'EXECUTION SOCIALES – « ACTIONS D'INSERTION »

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire. Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui déterminé par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010 fixant le niveau de qualification prévu à l'article L. 313-7 du code de l'éducation. Cette action de remobilisation est suivie par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse.

IX.4 VOLUMES HORAIRE MINIMAUX EXIGES

Le volume horaire à réaliser par chaque titulaire pendant la durée de l'accord-cadre (période ferme et reconductions incluses) est calibré selon le montant des bons de commande émis. Le volume horaire minimal exigé pour le présent accord-cadre est indiqué dans le tableau infra. S'il le souhaite, un titulaire peut dépasser le volume horaire minimal imposé.

Illustration du système de calcul du volume horaire minimal d'insertion sociale

Cette clause n'est pas soumise à un seuil de déclenchement suivant le montant des bons de commande émis. Elle est déclenchée dès sa notification.

Volume horaire minimal à réaliser :

- 600 heures minimum d'insertion sur toute la durée du présent accord-cadre.

IX.5 PRESENTATION GENERALE

Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Au titre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre :

- le titulaire de l'accord-cadre ;
- la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) ;
- le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire de l'accord-cadre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire de l'accord-cadre désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire de l'accord-cadre. A tout moment, le titulaire de l'accord-cadre peut dépasser les objectifs fixés par ledit accord-cadre.

IX.5.1 Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « *fiche-entreprise* » insérée dans l'offre du titulaire).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « *fiche-*

entreprise » – qui est un instrument de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « *fiche-entreprise* » finalisée est alors transmise au référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre transmet également au référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de « rescolarisation », le titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

IX.5.2 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande du référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur :

- la « *fiche-entreprise* » (modifiée, le cas échéant) ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé (tel qu'indiqué ci-avant à l'article VIII.1.2, le bilan croisé est établi à l'issue du parcours).

Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande par le référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de la clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur et la MLDS. Dans ce cas, le référent « achats responsables » du ministère de l'intérieur et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article X. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION

X.1 GENERALITES

Les opérations de vérification et les décisions de l'administration s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et en tant que de besoin sont précisées dans le bon de commande. Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

Elles ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire. Elles se déroulent en présence du titulaire sauf accord des parties.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'administration.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre à l'administration de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre conformément aux dispositions contractuelles.

Le titulaire avise l'administration de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Cette notification est faite, au choix du titulaire :

- soit directement à l'administration, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

L'administration avise le titulaire de la date à partir de laquelle débutent les opérations de vérification. Cette notification est faite, au choix de l'administration :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prend une décision :

- d'admission lorsque les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre ;
- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'administration les prestations mises au point ;
- de refaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent être reçues en l'état avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution. Conformément à l'article XI du présent CCAP, l'ajournement ou le rejet prononcé par l'administration constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

Les décisions après opérations de vérification ne sont jamais tacites, par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC.

X.2 MODALITES DE VERIFICATION APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS A L'EXCEPTION DES PRESTATIONS DU POSTE 3 « DEVELOPPEMENTS » ET DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ADAPTIVE ET EVOLUTIVE DES POSTES N° 4 ET N° 5

La vérification des prestations de l'ensemble des prestations de l'accord-cadre à l'exception des prestations du poste n° 3 « développements » et des prestations de maintenance adaptative et évolutive des postes n° 4 et n° 5, respectivement relatifs au maintien en condition opérationnelle de l'AFIS et des applicatifs, s'effectue après la livraison des prestations attendues, et dans le respect des délais et conditions définis dans le CCTP de l'accord-cadre :

Ces prestations font l'objet d'un procès-verbal de service fait distinct constatant la bonne exécution de la prestation.

La personne en charge des opérations de vérification dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la fin d'exécution des prestations pour notifier sa décision au prestataire. À défaut de décision notifiée et passé ce délai, la réception des prestations est acquise au prestataire.

Suite à la transmission des livrables fournis par le titulaire, l'administration émet une décision parmi les quatre suivantes :

- rejet de la livraison (total ou partiel) : dans ce cas, l'administration gèle le paiement et demande au titulaire une nouvelle livraison des livrables dans les délais indiqués dans la décision de rejet. Elle peut suspendre la commande des prestations consécutives. En outre, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées à l'article XI du présent CCAP ;
- ajournement : pour les livrables incomplets et/ou ayant fait l'objet de réserves, le titulaire doit procéder à une nouvelle livraison dans les délais indiqués dans la décision d'ajournement. En outre, l'administration peut suspendre la commande des prestations consécutives. Par ailleurs, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées à l'article XI du présent CCAP ;
- réfaction : dans ce cas, l'administration paie les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Elle peut suspendre la commande des prestations consécutives ;
- réception : dans ce cas, l'administration déclenche un paiement complet correspondant au bon de commande.

Lors de deux (2) rejets successifs, l'administration peut constater la défaillance du titulaire selon les modalités fixées dans le présent CCAP.

X.3 MODALITES DE VERIFICATION APPLICABLES AUX PRESTATIONS DU POSTE 3 « DEVELOPPEMENTS » ET DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ADAPTIVE ET EVOLUTIVE DES POSTES N° 4 ET N° 5

La vérification des prestations du poste n° 3 « développements » et des prestations de maintenance adaptative et évolutive des postes n° 4 et n° 5, respectivement relatifs au maintien en condition opérationnelles de l'AFIS et des applicatifs s'effectue après la livraison des prestations attendues, et dans le respect des délais et conditions définis dans le CCTP de l'accord-cadre.

L'administration procède à une vérification d'aptitude (ou VA) sur une plate-forme de « qualification » située dans les locaux du titulaire et/ou de « production » située dans les locaux de l'administration.

L'administration peut exiger du titulaire que celui-ci l'assiste, sans incidence financière, lors de la VA puis de l'installation de l'évolution sur la plate-forme de « production ».

L'administration se réserve le droit de rejeter tout ou partie d'une livraison si après une VA, elle constate que tout ou partie ne répond pas aux attentes ou au niveau de qualité définis lors de la réunion de lancement de cette phase.

Dans ce cas la livraison est réputée absente.

La durée de la VA est d'un (1) à trois (3) mois. Elle est fixée dans chaque bon de commande et varie selon les travaux réalisés et l'application concernée.

A l'issue de la période de VA, le délai maximal imparti à l'administration pour notifier sa décision est de quinze (15) jours calendaires.

Si la décision de VA est positive, une période de vérification de service régulier (VSR) débute.

En cas de décision négative, le titulaire représente le livrable dans le délai indiqué dans la décision notifiée par l'administration. Le délai imparti à l'administration pour procéder à la nouvelle vérification est identique au délai applicable à la vérification initiale.

A chaque livraison et mise en exploitation d'une maintenance évolutive, une période de VSR d'un (1) à trois (3) mois est observée.

Durant cette période, la correction de toute anomalie reste à la charge du titulaire dans les délais fixés dans le CCTP. Toute anomalie bloquante ou majeure détectée et imputable à l'acte de maintenance (évolutive ou corrective) durant la VSR repousse celle-ci d'une période maximale équivalente à la durée fixée, soit d'un (1) à trois (3) mois.

A l'issue de la période de VSR, le délai maximal imparti à l'administration pour notifier sa décision est de quinze (15) jours calendaires.

Les anomalies doivent être corrigées par le titulaire dans les meilleurs délais, tels que fixés dans le CCTP. Si les anomalies ne sont pas corrigées dans les délais impartis, le titulaire propose une solution de contournement adéquate.

En cas de décision négative, le titulaire représente le livrable dans le délai indiqué dans la décision notifiée par l'administration. Le délai imparti à l'administration pour procéder à la nouvelle vérification est identique au délai applicable à la vérification initiale.

Toute anomalie non corrigée en fin de VSR relève de la garantie mentionnée à l'article XVI.1 du CCAP et est versée dans le suivi des anomalies en maintenance corrective. Les délais de correction des anomalies en maintenance corrective sont précisés dans le CCTP.

Article XI. PENALITES

XI.1 GENERALITES

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-TIC complété comme suit, lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article X.2 et les pénalités pour indisponibilité formulées à l'article X.3 du présent CCAP.

Lorsque l'administration envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

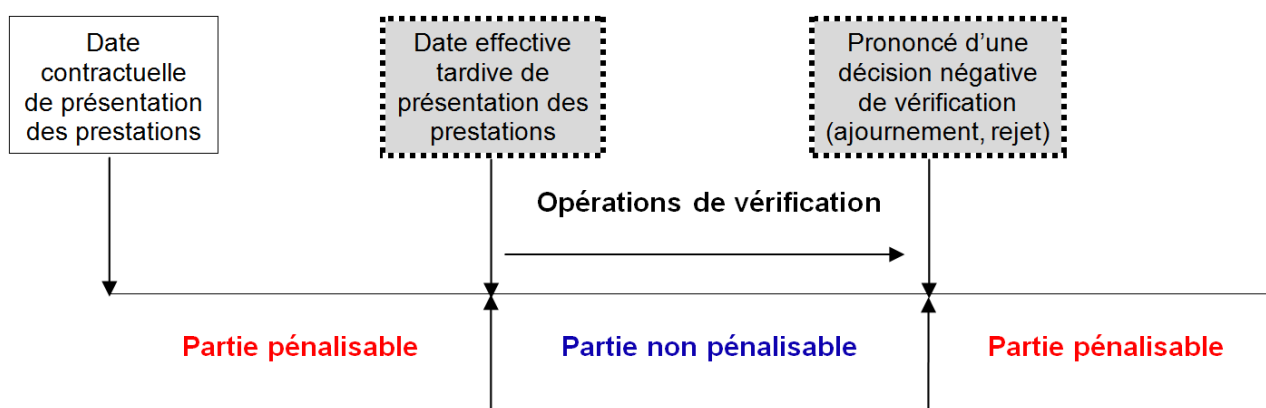
A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article IX du présent CCAP.

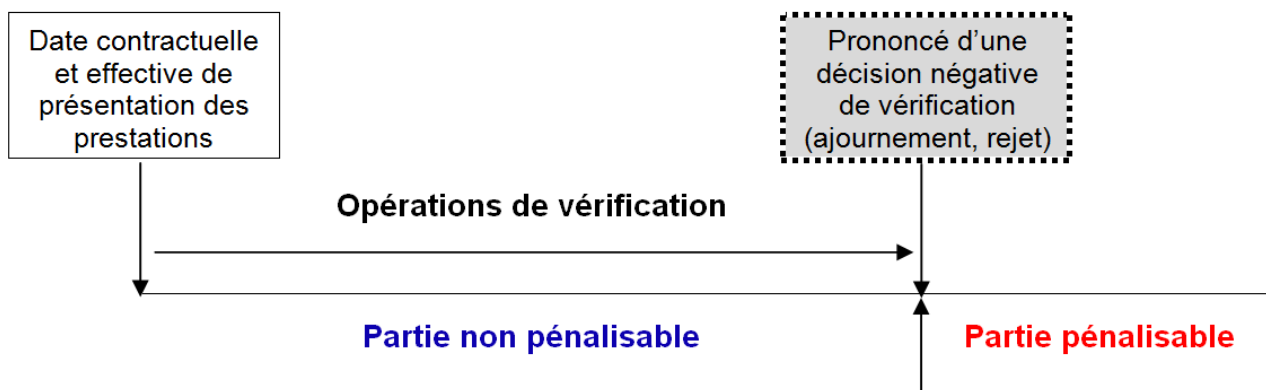
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

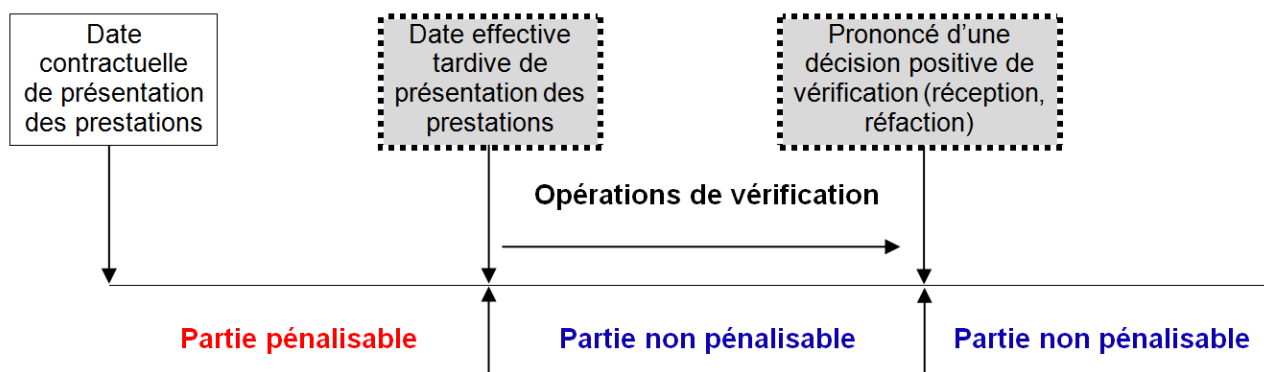


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles X.2 à X.8 ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

XI.2 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD DES PRESTATIONS A L'EXCEPTION DES SOUS POSTES 4.1.2 ET 4.2.2 LIES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE

Par dérogation à l'article 14.1.1 ou 14.2.3 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur du bon commande (euros HT) ;

R = nombre de jours ou d'heures de retard.

XI.3 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR LES SOUS POSTE 4.1.2 ET 4.2.2 LIES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE

XI.3.1 Anomalies bloquantes

Par dérogation à l'article 14.1.1 ou 14.2.3 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels d'intervention et de rétablissement portant sur des corrections d'anomalies bloquantes sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 100$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur du bon de commande (euros HT) ;

R = nombre de jours ouvrés de retard.

XI.3.2 Anomalies majeures

Par dérogation à l'article 14.1.1 ou 14.2.3 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels d'intervention et de rétablissement portant sur des corrections d'anomalies majeures sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 200$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur du bon de commande (euros HT) ;

R = nombre de jours ouvrés de retard.

XI.3.3 Anomalies mineures

Par dérogation à l'article 14.1.1 ou 14.2.3 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels d'intervention et de rétablissement portant sur des corrections d'anomalies mineures sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur du bon de commande (euros HT) ;

R = nombre de jours ouvrés de retard.

XI.4 MODALITE DE CALCUL DES PENALITES POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

En application de l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel :
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à **0,5%** du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel :
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à **2%** du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

XI.5 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

En application de l'article 16.1 du CCAG-TIC, en cas d'absence manifeste du titulaire aux différentes échéances de suivi de l'exécution de la clause d'insertion prévue à l'article VIII.2 du présent CCAP (réunion de mise au point et réunions de suivi), l'administration applique une pénalité forfaitaire de **200 euros**.

En cas de non transmission, de transmission partielle, ou de retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs des missions confiées et heures réalisées), l'administration applique une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure adressée par l'administration.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser imputable au titulaire figurant à l'article VIII.2.1 du présent document, l'administration applique une pénalité égale à **100 euros** par heure d'insertion non réalisée.

XI.6 MODALITE DE CALCUL DES PENALITES POUR NON RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En application de l'article 16.2.3 du CCAG TIC, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de **200 euros**.

XI.7 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En dehors des cas prévus aux articles X.2 à X.6, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, si l'administration constate ou s'il lui est rapporté un quelconque manquement aux obligations contractuelles auxquelles le titulaire est tenu, elle en informe celui-ci immédiatement via le support écrit de sa convenance (courriel, lettre avec AR, etc.). Le titulaire est tenu de corriger le manquement en cause dans le délai de vingt-quatre (24) heures faisant suite à son signalement par l'administration.

En cas de non-respect de ce délai et sans mise en demeure préalable, l'administration prononce à l'encontre du titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour de retard dans la résolution du manquement contractuel.

Si le manquement résultant d'une action ou d'une inaction du titulaire s'avérait parfaitement constitué et que toute mesure correctrice devenait par là même sans objet, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable, à une pénalité forfaitaire de 3 000 euros.

XI.8 PENALITES ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES

XI.8.1 Pénalités et résiliation

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que défini à l'article III du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

XI.8.2 Pénalités et terme de l'accord-cadre

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

XI.9 PENALITES ET INDEMNITES

L'administration ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent accord-cadre.

Toutefois, dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent accord-cadre et/ou perturbe fortement les activités et missions du ministère de l'intérieur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

XI.10 MONTANTS DES PENALITES

XI.10.1 Absence de montant plancher

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu des formules mentionnées à l'article X.2 ci-avant, et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

XI.10.2 Montant plafond

Les pénalités précitées sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, les pénalités sont plafonnées à 20% du montant du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

Article XII. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

XII.1 AVANCE

XII.1.1 Versement de l'avance

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-15 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. L'avance est versée au titulaire en une seule fois pour chaque bon de commande.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois, à cinq (5) % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à douze (12) mois, à cinq (5) % de douze (12) fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

XII.1.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

XII.2 ACOMPTES

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

XII.3 PAIEMENTS

Les prestations sont réglées par application des prix figurant à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Pour le règlement des prestations du présent accord-cadre, le titulaire établit une facture :

- Les prestations commandées sur :
 - les prix n° 1.1 et n° 1.2 du poste 1 « pilotage et formations » ;
 - les prix n° 4.1.2 et n° 4.2.2 du poste 4 « maintien en condition opérationnelles de l'AFIS » ;
 - les prix n° 5.1.2 et n° 5.2.2 du poste 5 « Maintien en condition opérationnelles des applicatifs »

sont payables trimestriellement, à terme échu et au prorata temporis en cas de trimestre incomplet dans les conditions définies à l'article XII.4 ci-après ;

- les autres prestations sont payables au prononcé de leur réception par l'administration dans les conditions définies à l'article XIII.4 ci-après.

L'administration accepte ou rectifie la facture émise par le titulaire. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par l'administration. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

XII.4 FACTURATION

XII.4.1 Contenu des factures

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- la date de facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du titulaire ;
- le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN respectif de l'administration et du titulaire ;
- le montant TTC et le montant HT ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- le numéro de marché (n° CHORUS sur dix chiffres) ;
- le numéro de commande (numéro d' « engagement juridique ») ;
- le code du service exécutant ;
- l'adresse de facturation ;
- le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée ;
- toute autre information utile au paiement.

XII.4.2 Modalités d'envoi des factures

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-TIC, la transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de

services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, *etc.* ;

- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques¹ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : / rubrique « nous contacter ».

XII.4.3 Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Mme le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'intérieur
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

Les présentes dispositions relatives au comptable assignataire peuvent être modifiées par simple décision administrative.

XII.5 DELAI DE PAIEMENT

XII.5.1 Règles applicables

Les modalités de paiement des sommes dues en application du présent accord-cadre sont celles définies aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date d'exécution des prestations si ces dernières sont postérieures à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-14 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'administration. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

La date d'exécution des prestations, telle que visée ci-avant, correspond à la date à laquelle l'administration certifie que ces prestations ont été exécutées conformément aux stipulations formulées dans les documents particuliers du présent accord-cadre.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et

¹ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

XII.5.2 Information - réclamation

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à l'adresse du service centralisateur de factures. Cette lettre précise au moins :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

XII.6 MONNAIE

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

Article XIII. PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Les éléments relatifs à cet article font l'objet de l'annexe I au présent CCAP.

.

Article XIV. DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

XIV.1 DEFINITIONS

XIV.1.1 Définitions des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'administration en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

XIV.1.2 Définition des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'administration dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'administration, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

XIV.1.3 Définition des connaissances antérieures standards

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

Elles regroupent l'ensemble des éléments soumis à une licence propriétaire ou libre.

XIV.2 REGIMES

XIV.2.1 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents **aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards**.

L'administration et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur **les connaissances antérieures**. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les **connaissances antérieures standards** incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des **connaissances antérieures** ou des **connaissances antérieures standards**, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une **connaissance antérieure** ou d'une **connaissance antérieure standard** non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation **des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards** par l'administration. Pour les connaissances **antérieures standards**, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour **les logiciels standards sous licence propriétaire** qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'administration (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché **est réputé être un résultat**. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

Les droits d'utilisations sur les connaissances antérieures **standards** s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

XIV.2.2 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures

En application de l'article 45.1 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire incorpore des **connaissances antérieures** dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que **des connaissances antérieures**, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'administration à utiliser les **connaissances antérieures** pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le **régime applicable aux résultats**. L'administration n'est pas autorisée à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'administration sur les résultats ne s'applique pas aux **connaissances** antérieures, sauf stipulations contraires dans l'accord-cadre ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

L'autorisation d'utiliser les **connaissances antérieures** est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'administration, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'administration que dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces **connaissances antérieures**.

L'administration reste donc titulaire des droits portant sur les connaissances antérieures qu'elle apporte.

Ainsi, le titulaire ne peut donc pas les exploiter dans un autre contexte sans autorisation préalable de l'administration.

XIV.2.3 Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures standards

XIV.2.3.1 Généralité

Il est demandé au titulaire de lister dans son offre l'ensemble des connaissances **antérieures standards**.

Par conséquent, il est **interdit d'insérer un composant sous licence libre ou propriétaire, qu'il soit la propriété du titulaire du présent accord-cadre ou d'un autre éditeur** sans l'accord préalable de l'administration.

Aussi et conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, si le titulaire envisage au cours de l'exécution de l'accord-cadre d'utiliser une connaissance **antérieure standard** non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'administration.

A cet effet, l'ensemble des connaissances antérieures standards peu importe leur régime, doivent être listées et définies précisément au fur et à mesure de l'exécution du présent accord-cadre accompagnées de leur régime juridique (copyright, licence, etc.).

Les logiciels cités à l'article XII.2.3.4 du présent CCAP font partis des connaissances antérieures standards qui sont la propriété du titulaire.

XIV.2.3.2 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels « propriétaire » d'un autre éditeur

Conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

A cet effet, le logiciel est encadré par sa licence de diffusion quant à ses droits de diffusion, de ses correctifs, de ses adaptations et de ses évolutions et ne peut faire l'objet de la part de l'administration de conditions restrictives.

Le prix de cette licence est compris dans le montant de l'accord-cadre pour les utilisations prévues dans le cadre de l'accord-cadre marché et pour la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire s'assure auprès de ses éditeurs que les codes sources des logiciels standards accompagnés de l'ensemble des éléments de documentation et plus généralement de l'ensemble des informations nécessaires pour en permettre l'exploitation sont régulièrement déposés, à leurs frais, auprès de l'APP (Agence pour la Protection des Programmes), agissant en tant que tiers séquestre ou tout autres tiers-séquestre.

L'administration, comme le titulaire, pourront accéder aux codes sources, sous le contrôle de la Commission d'accès de l'APP, en application de l'article 6 du règlement général de l'APP.

Cet accès peut être effectué dans les cas suivants notamment :

- en cas de faillite de l'un de ces éditeurs ;
- en cas de panne bloquante dans le fonctionnement du logiciel ;
- en cas de redressement ou liquidation judiciaire de l'un de ces éditeurs.

Il ne dispense pas le titulaire de son devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés.

XIV.2.3.3 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels diffusés sous un régime de « licence libre »

Conformément à l'article 45.2 du CCAG-TIC, les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'administration.

L'utilisation de logiciel standard diffusé sous **licence libre** est encadrée par sa licence de diffusion quant à ses droits de diffusion, de ses correctifs, de ses adaptations et de ses évolutions et ne peut faire l'objet de la part de l'administration de conditions restrictives.

Il est demandé au titulaire d'annexer systématiquement le « **copyright** » ainsi que le **nom de la licence de diffusion** associée aux logiciels au moment de la livraison ou de l'intégration du logiciel.

Lorsque le titulaire utilise un **logiciel libre**, les résultats seront conformes à la licence du logiciel utilisé. L'administration n'a pas de restriction quant à la nature des licences à utiliser.

Il ne dispense pas le titulaire de son devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés.

XIV.2.3.4 Régime des droits relatifs aux logiciels standards incorporés aux résultats : logiciels standards (logiciels propriétaire du titulaire)

Le titulaire de l'accord-cadre concède, à titre non exclusif, à l'administration, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L. 122-6 (1°) du code de la propriété intellectuelle, le ou les logiciels standards et la documentation y afférente pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre, dans la limite des éventuelles conditions restrictives prévues et acceptées par l'administration dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut se réserver le droit exclusif de procéder aux corrections rendues nécessaires pour l'utilisation du ou des logiciels standards conforme à leur destination.

Le titulaire de l'accord-cadre autorise l'administration à extraire et exploiter librement les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration et les tiers désignés dans l'accord-cadre demeurent licenciés de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats et les connaissances antérieures, qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.

L'administration et les tiers désignés dans l'accord-cadre ont la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats pour leur propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre.

Le prix de cette concession est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

Le titulaire a un devoir d'information et de conseil relatif à l'utilisation des logiciels concernés.

Ces logiciels sont la propriété du titulaire.

XIV.2.4 Régime des résultats relatifs aux logiciels spécifiques

En application de l'article 46 du CCAG-TIC et complété comme suit, le titulaire de l'accord-cadre **cède, à titre non exclusif**, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats issus de la partie développée spécifiquement pour l'administration, permettant à l'administration de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées dans les documents contractuels.

Il est entendu que l'administration bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre.

Les droits cédés le sont pour tous pays et pour tous supports. L'administration en dispose pendant la période déterminée à l'article L. 123-1 du code de la propriété intellectuelle et dans les conditions fixées aux cahiers des charges.

Le titulaire de l'accord-cadre reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

XIV.2.4.1 Droits de l'administration

Il est fait application de l'article 46.2 du CCAG-TIC.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, et d'en faire le maintien en conditions opérationnelles.

XIV.2.4.2 Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Il est fait application de l'article 46.1 du CCAG-TIC

XIV.2.4.3 Dispositions communes

Il est fait application de l'article 46.4 du CCAG-TIC.

XIV.2.4.4 Garanties des droits

Il est fait application de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC.

XIV.2.4.5 Droits du titulaire de l'accord-cadre

Il est fait application de l'article 46.3 du CCAG-TIC.

XIV.2.5 Régime des résultats relatifs aux livrables des prestations

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables attachés aux prestations à savoir l'ensemble des études, analyse d'impact, support de formation ou tout autres livrables découlant de ces prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le ministère de l'intérieur se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultants de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et, par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations pour procéder notamment à l'achèvement de son programme de formation.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

XIV.2.6 Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers

Par dérogation à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC et complété comme suit, le titulaire garantit à l'administration la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou

licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'administration, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non ;
- que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'administration puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'administration les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Si l'administration est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46 du CCAG-TIC, elle en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge, à première demande de l'administration et sans plafond financier, tous dommages et intérêts auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamnée à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre conforme aux dispositions de l'accord-cadre dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

De même, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge, à première demande de l'administration et sans plafond financier, toute indemnité transactionnelle née d'une personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46 aurait porté atteinte auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, obligé de verser à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre conforme aux dispositions de l'accord-cadre à compter de la signature de la transaction.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'administration de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'administration a fournies au titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'administration ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'administration ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'administration de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

En application de l'article 46.4.3, du CCAG-TIC, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'administration à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration conserve les droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

L'administration a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre.

L'administration peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle. L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l'accord-cadre et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'administration, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs. Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Il est expressément stipulé que le « reversement » à la communauté n'est pas automatique. Le titulaire, en charge du reversement, devra systématiquement recueillir l'accord préalable de l'administration.

Article XV. REVERSIBILITE EN FIN D'ACCORD-CADRE

En fin d'accord-cadre, le titulaire doit coopérer avec l'administration ou avec tout tiers désigné par celui-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour l'utilisateur, conformément aux dispositions de l'article III.9 du CCTP de l'accord-cadre.

Cette clause peut être mise en place soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre soit dans le cas de la fin normale de l'accord-cadre.

Le titulaire doit remettre sous vingt (20) jours ouvrés suivant la mise en vigueur de la présente clause le plan de réversibilité.

Ce plan, d'une durée normale de quarante (40) jours ouvrés, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux fournisseurs. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre fournisseur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau fournisseur.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger le présent accord-cadre au-delà de sa durée de validité indiquée à l'article III.1 ci-avant et ce dans le respect des dispositions à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

Article XVI. DISPOSITIONS DIVERSES

XVI.1 GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 du CCAG-TIC, les prestations de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie de 12 (douze) mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la prestation.

La garantie s'exécute aux conditions définies par le titulaire dans son offre technique sous réserve de l'application intégrale et sans restriction des dispositions prévues au CCTP.

XVI.2 CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

XVI.3 DIFFERENDS ET LITIGES

L'administration et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'administration doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'administration dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'administration dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, l'administration ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées au chapitre VII du titre IX du livre Ier de la deuxième partie de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique.

XVI.4 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

Article XVII. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-TIC	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
III.4	43
IV.4.5	10.2.2
VII.1, VIII.1	3.7.2
XI.1	24 à 28
XI.6	14.1.3
XVI	30

ANNEXE I : PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

L'annexe I fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.

ANNEXE II : ENGAGEMENT DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE

L'annexe II fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.

ANNEXE III : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'annexe III fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.